

Le point eau et climat du PFE



*Le point trimestriel du Partenariat Français pour l'Eau sur le dossier eau et climat
Par Solène Fabrèges, chargée de mission, coordinatrice du groupe de travail sur le climat*

UN MONDE A L'EPREUVE DES MIGRATIONS CLIMATIQUES

La question climatique n'a pas été au cœur de l'actualité internationale en ce début d'année 2018. Pourtant, les impacts du changement climatique continuent de se faire ressentir. Paru en mars 2018, le rapport [*« Groundswell : preparing for internal migration »*](#) de la Banque Mondiale sur les migrations climatiques internes a souligné que, sans la mise en place urgente de projets d'adaptation associés à une réduction drastique de la production mondiale de gaz à effet de serre, environ 143 millions de personnes, soit 2,8 % de la population des régions étudiées (Afrique Subsaharienne, Asie du Sud, Amérique Latine) pourraient être forcées de se déplacer à l'intérieur de leur propre pays pour échapper aux impacts du changement climatique.

Ces migrants internes fuiront des régions menacées par une forte diminution de la disponibilité des ressources en eau et de la productivité des cultures, par la montée des mers ainsi que par des tempêtes plus violentes et plus fréquentes. Les régions les plus pauvres et les plus vulnérables seront les plus touchées.

Au Bangladesh par exemple, les impacts climatiques pourraient devenir la cause principale des migrations internes d'ici 2050. Dhaka, le delta du fleuve Brahmapoutre au sud de la ville et la côte orientale près de Chittagong seront prioritairement touchés par ces phénomènes de migration. Les principaux centres urbains situés dans les zones côtières et deltaïques sont en effet particulièrement vulnérables au changement climatique.

QUELS ENJEUX POUR LES NEGOCIATIONS CLIMAT EN 2018 ?

Malgré la multiplication de ces phénomènes qui ne reflètent malheureusement qu'une infime partie des nombreux désastres sociaux, environnementaux et économiques causés par le changement climatique, les négociations internationales sur le climat continuent d'évoluer à un rythme jugé encore bien trop lent et dans un cadre éloigné des réalités du terrain. Le Dialogue de Talanoa, initié par les fidjiens lors de la COP23, permet malgré tout à des exemples très concrets d'émerger dans les négociations : les Etats et la société civile sont invités à partager leurs expériences de terrain pour favoriser la révision à la hausse des ambitions des Etats d'ici 2020 et appuyer le processus de bilan de la mise en œuvre des différents engagements internationaux. A ce titre, la COP24 de Katowice devrait donc être un moment politique clé.

D'ici là, plusieurs évènements internationaux permettront de mettre en lumière les enjeux climatiques et le rôle de l'ensemble des acteurs face à ces défis. Le sommet de Californie, organisé en septembre 2018 par Jerry Brown, gouverneur de Californie, Michael Bloomberg, ancien maire de New York, Patricia Espinosa, secrétaire

exécutive de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et Anand Mahindra, PDG de la multinationale indienne Mahindra Group, sera un moment important qui permettra de réunir des dirigeants nationaux, locaux, des entreprises et des citoyens du monde entier pour démontrer que la course contre le changement climatique peut encore être gagnée. Cet évènement sera particulièrement symbolique car organisé dans un pays désengagé des négociations climat depuis l'arrivée à sa tête de D.Trump, démontrant tout l'importance de la mobilisation des gouvernements locaux et de la société civile.

ET LE PFE DANS TOUT CELA ?

Le PFE en 2018 continuera d'œuvrer pour la mise en œuvre opérationnelle de l'Accord de Paris, en particulier dans sa composante adaptation. Au-delà de sa contribution aux différents processus onusiens (dialogue de Talanoa, intersession, COP24, Comité de l'adaptation), il se mobilisera sur différents évènements dont le Sommet de Californie de septembre pour participer à la mobilisation des acteurs non étatiques. Cette année 2018 sera aussi l'occasion pour le PFE de produire un outil de communication grand public sur les impacts d'un réchauffement de 4°C sur les ressources en eau. L'objectif de cet outil sera de rappeler l'urgence d'agir pour éviter une telle hausse des températures, alors que le GIEC publiera en octobre son rapport 1,5°C qui promet déjà de sonner l'alarme.

A PROPOS DU PFE

Le Partenariat Français pour l'Eau, présidé par l'ancien député Jean Launay, est la plateforme française publique et privée qui rassemble plus de 150 membres actifs à l'international au sein de 6 collèges: État et ses établissements publics, ONG, associations et fondations, collectivités territoriales et parlementaires, acteurs économiques, instituts de recherche de formation ainsi que des personnalités qualifiées. Il porte depuis 10 ans un plaidoyer au niveau international pour que l'eau constitue une priorité dans les politiques mises en œuvre et valorise les savoir-faire français.

<http://www.partenariat-francais-eau.fr>



ILS SONT MEMBRES DU PARTENARIAT FRANCAIS POUR L'EAU



Retrouvez notre kit pédagogique eau et climat ici